

LE TRAVAILLEUR ALPIN

NOV 2011

n°205

ÉDITÉ PAR LA FÉDÉRATION DE L'ISÈRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



ASSEMBLÉE CITOYENNE
DÉPARTEMENTALE
DU MONDE DU TRAVAIL

À ÉCHIROLLES
LUNDI 12 DÉCEMBRE
À 19H30
AU CINÉ-THÉÂTRE LA PONATIÈRE

ISSN 1247-6153



AUSTERITÉ NON !

C'EST MAINTENANT QUE LE DÉBAT DES PRIMAIRES À GAUCHE COMMENCENT.



François Hollande est le candidat du PS et du PRG pour l'élection présidentielle de 2012. Le processus de primaire du PS soulève de nombreuses objections quant à la logique présidentielle, ou à la réduction bipolaire du débat politique. Il va dans le sens d'un présidentialisme qui laisse peu de place au

vrai débat, à la confrontation d'idées, et privilégie le combat des chefs, les sondages, la position de « favori » aux contenus. Il induit l'idée d'un bipartisme réduisant la vie politique à 2 partis plus ou moins opposés, à l'alternance. Cette primaire a été marquée par une incontestable mobilisation citoyenne: près de 3 millions d'électeurs ont participé au vote, traduisant un désir massif de se débarrasser de N. Sarkozy et de sa politique. Elle souligne l'envie d'intervention citoyenne directe dans les processus de décision. L'intérêt populaire pour la médiatisation de cette élection, comme le succès rencontré par la vente du programme partagé du FdeG, montre que les citoyens sont en demande d'un vrai débat d'idées, de confrontation de projets, de contenus et de propositions, de vision de société. Cela valide totalement notre démarche d'assemblées citoyennes et notre offre publique de débat réitérée par Jean Luc Mélenchon sur TF1. Les militants et le candidat du FdeG y sont prêts. Nous invitons tous ceux et toutes celles qui se sont intéressés à cette primaire PS à poursuivre avec nous. Chacun pourrait faire ses choix en toute connaissance. Ensemble, nous pourrions construire la gauche dont nous avons besoin, porteuse d'un projet et portée par un mouvement populaire, pour l'emporter durablement sur la droite et l'extrême droite, nous débarrasser de N. Sarkozy et de sa politique et transformer la société. Convaincus que la revalorisation de l'enjeu législatif, la bataille pour la démocratisation de nos institutions grâce notamment à la proportionnelle, la refondation démocratique d'une 6ème république, donnant plus de pouvoirs aux parlements, mairies et collectivités territoriales, et donc aux citoyens, aux partis, une République où la citoyenneté s'exprimera en permanence sont des propositions clés pour réussir à changer la politique.

Les vraies primaires, c'est le 1er tour des présidentielles!

Françoise Valeyre
Membre du conseil national
Fédération de l'Isère du PCF

LE CONSEIL NATIONAL DES AXES DE TRAVAIL DU FRONT DE GAUCHE

Le Conseil national du PCF des 22 et 23 octobre a analysé la situation dans le cadre des axes de travail que nous nous sommes fixés les communistes d'ici juin 2011, et précisé pour y parvenir les axes principaux.



« On va leur expliquer la crise » :

le jeudi 27 octobre avait lieu devant Moody's un rassemblement de la colère. Moody's a menacé de dégrader la note de la France. Oui, la démocratie est mise en cause par ce terrorisme de la finance qui croit pouvoir dicter aux peuples et aux gouvernements leur conduite sous la menace permanente. Ce n'est pas aux agences de notation de dicter leur loi. Et il est proposé que nous ne laissions plus passer sans réagir cette stratégie du chantage. Un signal fort de riposte a été envoyé en organisant, le jeudi 27 octobre, une semaine avant la réunion du G20 à Cannes, un rassemblement de la colère devant les locaux de l'agence Moody's, boulevard Haussmann à Paris, pour dire : « Stop au chantage de la finance. Oui à la liberté de choix de notre peuple ».

4 et 5 novembre : week-end public national de diffusion et de mise en débat du programme du Front de gauche «

L'humain d'abord ».

Depuis sa publication à la Fête de l'Humanité, son succès de diffusion, aussi bien militant que commercial, est spectaculaire. 220 000 exemplaires ont été tirés. La diffusion du programme du FDG est un axe structurant de notre campagne. Avec nos partenaires du Front de gauche, les 4 et 5 novembre s'est déroulé un week-end public national de diffusion du programme devant les entreprises, dans les quartiers, sur les marchés... La lecture du programme du Front de gauche est une des conditions d'un bon débat démocratique.

Tenues des assemblées citoyennes.

« Le débat à gauche, c'est là que ça se passe ! » : La présidentielle sera-t-elle une élection subie, une élection par défaut, se limitant au programme minimum -virer Sarkozy- ? Ou les deux campagnes, présidentielles et législatives, seront-elles l'occasion de déclencher l'entrée en scène politique d'une majorité de concitoyens,

LE TRAVAILLEUR ALPIN
2011

Mensuel édité par la fédération de l'Isère du parti communiste français
Créé en 1928

Directeur de la publication : Gérard Frydman
Rédacteur en chef : Max Blanchard
Comité de rédaction : Max Blanchard - Jean-Claude Lamarche - Gérard Frydman - Françoise Parisel
Laurence Remy

Site Internet : www.38.pcf.fr

Maquette : Ronchin & Ronchin

Conception graphique : Patrice Campana

Commission paritaire : 0905 P11377 • Régie publicitaire :

Tél. 04 76 87 67 50 • Impression : RC Grenoble 56b 161

Prix : 2,00 € • 20, rue Émile Gueymard 38000 Grenoble

Tél. 04 76 87 70 61 Télécopie 04 76 87 86 79

NAL DU PCF A PROPOSÉ VAIL POUR LA CAMPAGNE CHE.

contexte de crise et la nouvelle situation politique à l'issue des primaires socialistes. Il a énoncé les objectifs que se paux de leur mobilisation. les axes de travail pour la campagne du Front de gauche dans cette période et à venir.

syndicalistes, militants associatifs, élus locaux, citoyens des quartiers, décidés à imposer ensemble ce qu'ils attendent d'un changement de politique ? Doivent être associés aux assemblées citoyennes non pas les seuls soutiens militants du Front de gauche, mais toutes celles et ceux qui cherchent, veulent débattre. Un seul mot d'ordre : « Le débat à gauche, c'est là que ce se passe ! » et c'est là que les communistes vont pousser la confrontation d'idées.

Aux côtés des salariés :

le Front des luttes ! Sous l'impulsion de Marie-George Buffet, de Didier Le Reste, d'Eric Corbeaux, le Front des luttes impulse notre présence aux côtés des salariés engagés dans l'action. Les initiatives chez Fralib, les Fonderies du Poi-

tu, Still Montataire, Arcelor ont montré la pertinence de cette démarche. Il s'agit de la généraliser et de construire des convergences au travers de propositions figurant dans notre programme ou à élaborer avec les salariés.

Les élections législatives.

Cette bataille est pour nous constitutive d'une certaine conception des campagnes 2012. A l'inverse d'une présidentialisation conçue pour dessaisir, éloigner, tenir à distance les citoyens, nous voulons mêler les deux campagnes pour mettre au cœur du débat politique, non pas la personnalité qui sera élue à l'Elysée, mais la construction d'une majorité politique et de son projet. Et sans le Front de gauche, pas de majorité de à gauche. Pour la campagne, nous

sommes engagés dans la désignation de nos candidats. Elle est partout en bonne voie, mais à un rythme qui s'étalera jusqu'en novembre. Veillons jusqu'au bout au respect de la parité de nos candidatures titulaires, qui au-delà de l'aspect financier, est surtout pour nous un enjeu politique et éthique. C'est se donner les moyens de porter haut et fort le combat pour les droits des femmes dans les batailles qui s'annoncent. Notre ambition est évidemment d'être présents avec le Front de gauche dans toutes les circonscriptions, en respectant l'accord signé, avec des candidats capables de faire largement progresser nos résultats sur 2007, en réalisant tous les sortants Front de gauche du groupe et en en gagnant de nouveaux.

Jean-Luc Mélenchon : une diversité innovante

Front de Gauche. Le conseil national de campagne installé. Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche à la Présidentielle, a inauguré en octobre son siège de campagne, une ancienne usine de chaussures aux Lilas (Seine-Saint-Denis), où il a installé le Conseil national de campagne du Front de Gauche. Le candidat à la présidentielle a pris la parole devant des membres de ce Conseil national, qui compte 118 personnes, autant d'hommes que de femmes, des élus, des syndicalistes, des artistes, etc. « Notre diversité, c'est en cela que nous sommes radicalement innovants », a-t-il déclaré chaudement applaudi. « Si je peux donner une consigne, ça sera : n'attendez pas de consigne (...) Nous ne faisons pas la campagne d'une personne, nous nous interdirons de scander le nom d'un candidat », a-t-il poursuivi. Après avoir décrit Nicolas Sarkozy en « libéral frénétique », il a affirmé qu'« un accord n'(était) pas du tout à l'ordre du jour » avec le Parti socialiste. « Il n'y a aucun accord engagé, notre préalable est le débat public », a-t-il rappelé. Pierre Laurent, Président du conseil national de campagne, s'est quant à lui félicité d'une « irruption citoyenne », véritable « clé de voûte d'une victoire solide contre Nicolas Sarkozy ».



© Patrice Campana

LE TRAVAILLEUR ALPIN
2011
EDITE PAR LA FÉDÉRATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ABONNEMENT

Je souhaite recevoir le Travailleur Alpin
ou faire bénéficier un(e) ami(e)

Abonnement annuel : 21,50€

Abonnement-souscription à partir de : 40€

NOM : _____ **Prénom :** _____

Adresse : _____

Code postal : _____ **Ville :** _____ **Tél/Email :** _____

Chèque à libeller et à envoyer au :
Travailleur Alpin - 20, rue Émile-Gueymard BP1503 38025 Grenoble Cedex 1



11 OCTOBRE 2011, DE L'ARGENT RÉCLAMONS LE FRUIT DE NOS

La mobilisation interprofessionnelle du 11 octobre a montré la nécessité des luttes et de l'unité, mais aussi les limites de l'engagement. Si le communiqué unitaire CFDT, CGT, FSU, UNSA, SUD dénonçait dès le 1er septembre le caractère injuste et inefficace des mesures du gouvernement qui font supporter la rigueur aux salariés et retraités (3 milliards € pour le travail contre 200 millions pour le capital), toutes les organisations syndicales ne se sont pas engagées avec la même détermination. La CFDT, par exemple, n'appelait ni à la grève, ni à la manifestation de Grenoble, se contentant d'un rassemblement devant la préfecture. Dans un

tract sur son stand, elle justifiait son non-engagement dans la grève car « dans le contexte actuel, les salariés laisseraient encore de l'argent aux patrons du privé ou à l'Etat ».

Il n'empêche que dans toute la France 300 000 manifestants ont fait entendre leur analyse : « Prospérité pour les financiers, Austerité pour les salariés : ça suffit ! » 6000 Isérois ont manifesté à Grenoble, Bourgoin, Roussillon, et Vienne et ceci après le succès des mobilisations du 27 septembre dans l'Éducation (3000 manifestants) et des retraités le 6 octobre. L'engagement de la CGT était visible dans le cortège où la présence des salariés des entre-

prises privées était forte. Nos échanges avec des manifestants montrent que les questions de l'emploi, de la qualité du travail et des salaires sont au cœur des inquiétudes et des colères.

Patrick (Siemens) et Stéphane (Décathlon) expliquent, à partir de leur expérience, comment « on enrichit les riches et on laisse tomber les salariés ».

Siemens a programmé l'arrêt en 2012 de la production d'appareillage électrique du site de Grenoble supprimant 337 postes. Compétitivité oblige : l'objectif est une économie de 40 millions € sur le dos des salariés grenoblois, majoritairement les ouvriers, en délocalisant la production dans un

pays de moindre coût de main d'œuvre. Le plan de « diversification » ne vise qu'à créer l'illusion de reclassements possibles, aujourd'hui seuls 95 salariés sont reclassés, les 232 autres sont menacés de licenciement. Les éventuelles nouvelles activités n'intéressent Siemens que si elles s'inscrivent dans le même système de rentabilité ! Quant aux demandes de formation, elles ne sont acceptées que si elles correspondent aux besoins de l'entreprise, sinon le salarié est placé dans le cadre d'un départ volontaire équivalent à un licenciement. Stéphane, délégué CGT à Décathlon, a lui aussi fait le lien entre les dividendes et la nette dégradation

LE PEUPLE DES INDIGNÉS

De Madrid à New York, comme dans des centaines de villes à travers le monde, les Indignés ont manifesté samedi 15 octobre à travers la planète pour dénoncer le poids de la finance et les politiques d'austérité qui, disent-ils, mènent le monde à la ruine et condamnent une partie de l'humanité à la pauvreté. Inspirés par les Indignados espagnols, galvanisés par le mouvement Occupy Wall Street, les premiers manifestants ont défilé en Nouvelle-Zélande, suivis par les Européens avant de laisser la place aux New Yorkais. En France, plusieurs milliers de manifestants ont défilé à Paris et dans une trentaine de villes de province. Plusieurs centaines

d'"indignés" se sont rejoints samedi après-midi sur la place de l'hôtel de ville à Paris pour une assemblée populaire répondant à un appel international sous le mot d'ordre "Tous ensemble pour un changement mondial !" « C'est un mouvement qui cherche à créer un espace pour une réelle démocratie », a indiqué un porte-parole où se tenait la réunion des ministres des Finances du G20. Au meeting du PGE, le 7 octobre à Paris, Pierre Laurent a lancé un appel à constituer un front commun pour sortir l'Europe de la crise. « A tous les indignés, à tous les révoltés, à toutes celles et tous ceux qui dans nos pays se dressent contre l'injustice, l'autoritarisme, à



NT IL Y EN A, TRE TRAVAIL !

© Michel Barrionuevo

de la condition salariale : emploi, conditions de travail et salaires. Côté salaire, sa calculette fait des miracles. Les deux principaux actionnaires ont engrangé 100 millions € de dividendes en 2010. En 2011, les salariés sont privés de leur prime trimestrielle, une perte d'environ 900 € sur les 3 1ers trimestres. Stéphane a calculé que si les actionnaires gardaient la moitié des dividendes (50 millions d'euros) et reversaient le reste entre tous les salariés, chacun toucherait 2500 euros.

Brigitte, Chantal et ses copines travaillent dans le secteur semi public de la protection sociale. Elles sont venues dénoncer le blocage de leurs salaires, mais

surtout la casse de l'emploi, l'atteinte à la qualité de leur travail et à leur dignité professionnelle. A la RSI (Régime social des indépendants), Brigitte a vécu le regroupement des services qui conduit à la dégradation des moyens de travail, y compris informatiques, pour répondre aux besoins des personnes. A la MSA (Mutualité sociale agricole), les salariées font face à un projet de regroupement à Chambéry des 3 centres d'Annecy, Chambéry et Grenoble. Elles sont 196 à Grenoble sous la menace de perdre leur emploi en 2014. Elles se préparent à la riposte.

[LAURENCE RÉMY
& FRANÇOISE PARISEL]

LA SNCF PRÉTEND AVOIR DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT : LE SYNDICAT CGT DES CHEMINOTS DE GRENOBLE A ORGANISÉ UN BUREAU D'EMBAUCHE.

Lors de la table ronde Emploi / production du 15 juin dernier entre la Direction et les organisations syndicales, la SNCF a été contrainte d'annoncer 1 000 recrutements supplémentaires portant ainsi le volume d'embauches du budget 2011 à 5 500. Cela se traduit, pour notre Région-Alpes, par 142 embauches à réaliser cette année. Au 22 septembre, le compte n'y est pas et seulement 82 recrutements ont été effectués. La question de l'emploi conditionne l'avenir du service public SNCF rendu aux usagers mais aussi les conditions de travail des cheminots.

Face à cette situation d'urgence, notre Syndicat a décidé d'organiser un bureau d'embauche qui s'est tenu le jeudi 6 octobre de 7 h à 13 h devant la gare de Grenoble. Cette initiative nous a permis de recueillir 70 CV et lettres de motivation qui seront remis début novembre à chaque directeur d'établissement de la Région-Alpes dans le cadre d'une audience. Nous assurerons le suivi des dossiers afin de permettre à chaque candidat d'obtenir une réponse et de contraindre la Direction à réaliser les emplois nécessaires. La bataille sur l'emploi doit être menée sans relâche, avec un travail précis et offensif, pour obliger nos dirigeants à recruter là où les besoins se font sentir.

Compte tenu de la réussite de cette journée du 6 octobre, nous envisageons de renouveler régulièrement cette initiative.



S'EST LEVÉ

toutes celles et tous ceux qui n'en peuvent plus d'être esclaves de l'argent-roi, du profit à tout prix, à tous les travailleurs qui se battent pour leur emploi, pour sauver leur entreprise, pour donner à leurs enfants la vie qu'ils méritent, à toutes les forces politiques, syndicales et associatives européennes, de Bruxelles, Londres à Varsovie, d'Athènes à Madrid, de Dublin à Budapest, à toutes et tous, depuis la France, celle qui a dit NON au Traité de Lisbonne, nous lançons un appel à constituer un front commun pour sortir l'Europe de la crise et l'engager dans la voie de la libération de ses peuples ! ».

PLAN D'AUSTÉRITÉ DU GOUVERNEMENT : « LA SAIGNÉE SOCIALE VA TUER LE MALADE »

Gel des dépenses de l'État, diminution des prestations sociales et avancée d'un an du passage à 62 ans de l'âge légal de départ en retraite, augmentation de la TVA... Le plan annoncé par François Fillon est une véritable provocation sociale, une accélération fracassante et catastrophique dans l'austérité généralisée. C'est le début d'un scénario à la grecque et on connaît la fin du film. La saignée sociale n'assainira pas les finances publiques mais tuera le malade. Au terme de cette politique il n'y aura pas de déficit 0 en 2016, mais bien tout à la fois une catastrophe sociale, une catastrophe économique et une catastrophe pour les finances publiques. Fillon vient en fait de confirmer aux institutions financières la soumission du gouvernement français aux marchés financiers. Faut-il rappeler à Monsieur Fillon qu'en 1945, c'est la mise en œuvre du programme du Conseil national de la résistance fondée sur une politique de progrès social et de solidarité qui a reconstruit le pays. Est-ce alors aujourd'hui le retour au ticket de rationnement? Reprendre le contrôle public des institutions financières et bancaires, taxer réellement les revenus du capital et la spéculation financière sont aujourd'hui des préalables pour qui veut sortir le pays et l'Europe de la crise. Le Front de gauche propose de construire une politique de sortie de crise qui s'appuie sur la réévaluation des salaires, le rétablissement du droit à la retraite à 60 ans à taux plein pour toutes et tous et la relance de l'investissement public.

Sommet européen

Avec l'alignement de Nicolas Sarkozy, la chancelière Merkel a gagné sur toute la ligne : pas question de faire appel au pouvoir de création monétaire de la Banque centrale européenne. Pourtant ce n'est pas l'augmentation de la force de frappe du « fonds européen de stabilité financière », au service de stratégies financières intactes, qui relancera la croissance, seule à même de faire reculer l'endettement. Au lieu de cela, ils continuent de faire payer les peuples.



© Patrice Campagna

PERTE D'AUTONOMIE ET POUVOIR D'ACHAT, LES RETRAITÉS MANIFESTAIENT LE 6 OCTOBRE

Ce sont des constats : depuis 1999, les retraites ont pris, selon leur niveau, un retard de 5 à 10 % sur les prix. Cela résulte de l'effet conjugué du non-respect de l'indexation des pensions sur les prix et de l'augmentation des prélèvements obligatoires (CSG et assurances complémentaires en particulier). Le bilan, sur 20 ans, de l'indexation sur les prix au lieu des salaires se traduit par un retard des pensions de 25 % par rapport au salaire moyen en 2010. Et l'on ne peut pas dire que les salaires, pendant ce temps, ont exagérément augmenté : il y a de plus en plus de gens vivant au-dessous du seuil de pauvreté, actifs et retraités confondus, et les plans d'austérité successifs du gouvernement Sarkozy aggravent cette situation. Le même gouvernement qui renvoie à 2012 (c'est-à-dire après les élections présidentielles et législatives) la réforme du financement de la perte d'autonomie, ce qui manifeste son refus de répondre positivement aux demandes d'un financement solidaire, afin de laisser le champ libre aux rapaces

de l'assurance privée. C'est pourquoi les organisations de retraités CFDT, CFTC, CGT, FSU, UNSA et la FGRFP avaient appelé à manifester dans toute la France le jeudi 6 octobre.

Ils étaient environ 500 à Grenoble à défiler, de la place Malraux à la Préfecture, pour réclamer l'augmentation des retraites avec un minimum de pension au niveau du SMIC, et la création d'une prestation universelle de compensation de la perte d'autonomie, quel que soit l'âge, prise en charge dans le cadre de la Sécurité sociale, avec, dans l'immédiat, des mesures d'urgence pour le financement de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA), des services d'aide à domicile et pour diminuer le reste à charge des familles. Des handicapés, considérant à juste titre qu'ils étaient aussi concernés, s'étaient joints à la manifestation qui s'est terminée par le dépôt des revendications à la Préfecture. Le combat continue.

[JEAN-CLAUDE LAMARCHE]



MOBILISATION AUX CÔTÉS DES FACTRICES ET FACTEURS

Le 18 octobre, mobilisation aux côtés des factrices et facteurs d'Echirolles, Claix et Pont de Claix devant la poste Chavant. Ils sont en lutte contre une nième restructuration de leur bureau de poste qui met encore une fois en péril la qualité des services publics en prévoyant six suppressions de poste. Les communistes d'Echirolles ont apporté leur total solidarité au mouvement avec la participation (sur la photo) Sylvette Rochas Conseillère Générale et première adjointe de la ville.

LES COLÈRES POPULAIRES SONT GRANDES, DE MÊME QUE LES ESPÉRANCES !



Le Sénat s'est doté le 25 septembre d'une majorité de gauche et ce bousculement politique s'en est suivi d'un autre : l'élection d'une communiste à la présidence de la commission des Affaires sociales. Mais considérer cette élection comme un simple fait historique –aussi important qu'il soit– constituerait une erreur majeure. C'est avant tout une responsabilité politique importante, celle de donner une dimension nouvelle à une fonction que certains pourraient être tentés de réduire à un symbole. Si la présidence d'une commission ne permet pas à elle seule de changer la donne législative et transformer les projets de lois rétrogrades du gouvernement, elle doit néanmoins permettre, et c'est le sens que j'entends donner à mon mandat, de faire en sorte qu'au Sénat on entende une autre voix. Que l'on entende les caissières d'ED Albertville, le combat de celles et ceux qui dénonçaient, bien avant le scandale du Médiateur, la collusion de certains responsables politiques avec les laboratoires pharmaceutiques, les personnels soignant des établissements publics de santé, les salariés de Fralib ou de Nestlé ou encore la voix de celles et ceux brisés sur l'autel d'une rentabilité à deux chiffres, destinée uniquement aux actionnaires. S'il est capital que cette présidence permette de faire entendre d'autres voix au Sénat, elle doit également permettre l'émergence de propositions alternatives, qu'il s'agisse d'un juste partage des richesses pour assurer le financement pérenne de la sécurité sociale ou encore d'une

prise en charge solidaire des dépenses liées à la perte d'autonomie. C'est sûr, notre marge de manœuvre est réduite, mais comme le disait Théodore Monod, humaniste français, « Le peu qu'on peut faire, le très peu qu'on peut faire, il faut le faire ». Eh bien, avec mon groupe nous allons faire et nous avons d'ores et déjà commencé, avec par exemple le dépôt une proposition de loi d'abrogation de la réforme territoriale de Nicolas Sarkozy, loi qui suscite un mécontentement quasi généralisé des élu-es locaux, ... Tout comme nous avons déposé une proposition de loi visant à abroger le conseiller territorial,

proposition inscrite à l'ordre du jour des travaux du Sénat et qui viendra en discussion en séance publique le 16 novembre. De même, ce jour sera discutée la proposition de loi que j'ai déposée au nom du groupe CRC et qui se propose de rétablir le droit au repos dominical ! Dans le cadre des débats budgétaires, nous nous attacherons, contre le projet d'austérité du gouvernement, à faire prévaloir des mesures de justice fiscale, bref nous serons véritablement porteurs d'une alternative qui permette de générer de nouveaux progrès humains et qui soit basée sur des valeurs de solidarité et d'humanisme. Les

colères populaires sont grandes, de même que les espérances ! Elles doivent obtenir des réponses fortes et solidaires, et nous nous attèlerons à cette tâche avec mes collègues du groupe CRC au Sénat. En outre, comme je le soulignais, au-delà du symbole, le basculement du Sénat à gauche ouvre de réelles perspectives d'une victoire de la gauche en 2012 ; cela doit nous permettre de faire entendre clairement la voix du Front de gauche dans la campagne.

**[ANNIE DAVID,
SÉNATRICE DE L'ISÈRE,
PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DES
AFFAIRES SOCIALES]**

INTERVIEW CONSEIL GÉNÉRAL UN BUDGET À CAPACITÉ ÉRODÉE

Le Conseil général votera son budget au mois de décembre. Quelles réflexions cela inspire-t-il au groupe communiste et partenaires ? Nous sommes allés le demander à José Arias, président du groupe.



TA - Quel est le constat actuel fait par le groupe ?

Depuis les lois de décentralisation, au titre de la vie quotidienne des Français, le Conseil général mène des missions réglementaires et développe de ce fait des actions selon quatre directions : la cohésion sociale et la solidarité entre les générations, l'éducation avec les collèges, l'entretien des routes et les déplacements, les

transports scolaires hors grande agglomération.

Pour que ces actions soient mises en œuvre pour le quotidien de chacun, le Conseil général, à travers son budget, a deux ambitions : accompagner les communes dans leur effort en matière d'aménagement du territoire, mener des actions volontaires pour donner plus de sens à ses missions principales, dans des domaines comme la culture, la jeunesse, le développement durable, etc.

Cette action globale s'est exprimée de manière importante dans le cadre du budget de 2000 à 2005. Aujourd'hui cette capacité est fortement érodée par les dernières lois de finances, dans lesquelles l'Etat ne contribue plus aux missions de solidarité qu'il nous a confiées à la hauteur où il devrait le faire.

Le revenu de solidarité active n'est pas totalement couvert par le budget national, ce qui représente un manque à gagner de quelque 30 millions d'euros pour

le Département. Si l'on rajoute les dépenses non remboursées aux hauteurs prévues pour l'APA ou l'ACPA (aide aux handicapés) nous arrivons à un non-perçu de l'Etat de 110 millions !

La prévision de budget du Conseil général est de 1 milliard 83 millions d'euros. Dans ce cadre, les compétences évoquées précédemment sont chiffrées à 835 millions (hors personnel et administration). Les prévisions d'investissement se montent à 258 millions, ce qui est un chiffre raisonnable.

Cela signifie que le Département, pour continuer à accompagner les actions volontaires nécessaires à la cohésion et à la prévention sociales, dispose d'une marge de manœuvre réduite. Les 110 millions de recettes manquants auraient sans doute permis de maintenir cette action à travers les budgets qui sont compressés aujourd'hui, tels la culture, la jeunesse, le sport, le logement, l'agriculture... **Suite page 8**

Suite page de la 7 Ce qui est sûr, c'est que la contribution institutionnelle de l'Etat sous forme de dotation globale de fonctionnement ne permettra pas de créer de nouvelles recettes, étant d'un montant égal à celles de 2010 et 2011 !

TA - Comment faire face à une telle situation ?

Un constat similaire est fait dans bien des Départements. D'ailleurs certains ont de grandes difficultés à assumer leurs compétences obligatoires. La seule réponse de l'Etat est la mise en place d'une péréquation entre Départements selon leur richesse. Il faut rappeler que ceux-ci, à la différence de l'Etat, ne présentent pas un budget en déséquilibre. Ils n'ont recours qu'à l'emprunt pour leurs investissements.

Si nous voulons maintenir une cohésion sociale sur ce territoire de 1,2 million d'habitants, il y a urgence à reconsidérer les positions de rigueur qu'impose la loi de finances 2012. Entre la recapitalisation des banques, le soutien aux marchés financiers, et le nécessaire maintien de la cohésion sociale, les choix faits ne sont pas ceux de la solidarité !

Nos choix budgétaires doivent se faire à l'aune de la triple urgence que produit la crise : l'urgence sociale, l'urgence démocratique et l'urgence politique. Dans le cadre de ce budget, le groupe communiste et partenaires ne veut pas se limiter pas aux problématiques de gestion, mais souhaite mettre en évidence que les dépenses obligatoires seules ne peuvent être l'expression des besoins de la cohésion sociale.

Il nous faudra bien accompagner un certain nombre de demandes, que ce soit en matière culturelle, environnementale..., pour assurer le bien-être des Isérois ! Sans s'impliquer dans l'économie -car nous ne sommes pas là pour donner de l'argent aux patrons-, mais en favorisant aussi agriculture et l'emploi, toutes démarches qui nécessitent également une contribution départementale.

Or, nous voyons peu à peu se mettre en place une politique qui, de volontairement engagée à gauche en 2001, devient depuis 2009 une politique tournée vers la gestion et le consensus. Nous voyons des signes qui nous alertent et que nous ne voudrions pas inter-

préter comme un recul de la politique départementale vers ses compétences obligatoires, marquant la fin d'une action volontariste, au moment où l'opinion attend de nous d'autres choix que celui de l'accompagnement et de la gestion du système.

Nous disons : ne nous enfermons pas dans les compétences obligatoires, il faut rester ouvert à un certain nombre d'urgences sociales liées à la crise et pas soutenues

par l'Etat, tel l'hébergement ! C'est pourquoi les conseillers de notre groupe agissent pied à pied pour défendre la culture, maintenir le budget de l'insertion ou encore favoriser les travaux de protection des rives de l'Isère et ainsi contribuer à l'aménagement de notre territoire.

Je ne crois pas à la fatalité économique basée sur les notations ! Par contre je suis convaincu que les débats à venir en vue des pro-

chaines échéances électorales doivent nous amener à reposer la question de "quelle société nous voulons".

Plutôt qu'une alternance de gouvernement, essayons, avec le poids des collectivités (régions, départements, communes), de proposer une politique alternative qui nous éloigne de la violence du système capitaliste !

[PROPOS RECUEILLIS PAR MB]

FORMATION DES ADHÉRENTS

Les 29 et 30 octobre, dans le cadre des formations du PCF du secteur national, nous avons organisé un stage de base dans les locaux de la fédération. Une vingtaine de stagiaires y ont participé: nouveaux adhérents désireux de découvrir, apprivoiser et partager des savoirs politiques, sympathisants intéressés de connaître notre approche des questions proposées, militants et adhérents confirmés soucieux de préciser leurs savoirs et d'échanger sur des sujets avec les intervenants, camarades jeunes ou moins jeunes de l'agglomération mais aussi un couple venu tout exprès de la Loire, des femmes et des hommes motivé-es, curieux, enthousiastes. Le programme un peu trop dense dans un temps un peu trop court...: C.Gindin a présenté l'évolution et la transformation de l'humain, de ses capacités à travers l'évolution de son environnement, jusqu'à la révolution informationnelle. A. Fridlander nous a brillamment fait survoler l'Histoire du PCF et du mouvement ouvrier. C.

Mills a mis toute sa compétence pour nous sensibiliser aux bases théoriques de l'économie vue par Marx, puis nous apporter son éclairage sur la Crise du système économique mondial: comment s'en sortir, construire un autre modèle, pour une nouvelle civilisation. A.Bellal, nouveau responsable national à la formation, a présenté la nécessaire révolution écologique et les nouveaux modes de développement. Enfin, M.Laurent a commenté nos orientations et choix politiques du 34ème congrès notre choix de garder le Parti Communiste Français en le transformant, notre stratégie de rassemblement dans des fronts. Chaque intervention des animateurs était suivie d'un court débat. 1 jour 1/2 de travail dans une ambiance studieuse, fraternelle, chaleureuse et joyeuse, ponctué de moments de convivialité, pour partager le plaisir d'être ensemble et poursuivre les échanges autour de bons repas.

[FRANCINE VALEYRE]



Yasmina Adi, réalisatrice



Disons que j'ai eu trois avant-premières, une à Paris, une à Aubervilliers et la troisième dans l'Isère qui est la seule hors Ile-de-France. Saint-Martin-d'Hères parce que j'y ai été sollicitée, et parce que c'est ma ville natale ! C'est d'ailleurs toujours avec une vive émotion que je pense à elle. Mon école, mon collège, Mon Ciné où j'ai découvert le cinéma, la cité où résidaient mes parents... C'est de là que je suis partie voilà 17 ans avec un bac pro de compta en poche au grand dam de mes parents ! J'ai fait des tas de choses passionnantes au gré des possibilités. J'estime que l'on m'a tendu la main, mais qu'aujourd'hui ce serait plus difficile. Certes, il y a eu beaucoup de boulot, mais j'y croyais, j'ai pu m'appuyer sur des réseaux qui m'ont aidée. Quoi qu'il en soit je pense qu'il faut toujours se battre dans la vie !

[PROPOS RECUEILLIS PAR MB]

* Ici on noie les algériens - 17 octobre 1961 : à l'appel du Front de libération nationale (FLN), des milliers d'Algériens venus de toute la région parisienne défilent ce jour-là, contre le couvre-feu qui leur est imposé. Cette manifestation pacifique sera très sévèrement réprimée par les forces de l'ordre. Des milliers d'arrestations auront lieu, les détenus parqués, battus et torturés. Au minimum 200 personnes seront tuées et de nombreux corps ne seront jamais retrouvés. En toute impunité.

1. Pourquoi avoir réalisé ce film, 50 ans après la répression du 17 octobre 1961* ?

Parce que j'estime qu'il y a encore énormément de choses à dire sur la place des Algériens dans notre société. Moi, je suis née en France, de parents algériens, je suis allée en classe avec d'autres enfants, on a été élevés ensemble, on est ensemble dans la vie, mais il y a beaucoup de non-dits. Il faut que les choses soient dites, il est grand temps. On s'est tu bien trop longtemps. C'est pourquoi je veux raconter, expliquer, témoigner. Je veux m'adresser à tous les publics, refléter ce qui a été trop longtemps tu. Lors du travail d'enquête sur mon précédent film, "L'autre 8-Mai-1945 - aux origines de la guerre d'Algérie", j'avais noté que la fin de la répression en Algérie en 1945 avait été dirigée par le préfet Papon. Le même qui dirigera la Préfecture de Paris une quinzaine d'années plus tard. D'autre part, lors de la projection de mon film, le public évoquait spontanément la répression du 17 octobre 1961, lorsque ceux-ci n'étaient pas confondus avec les événements du métro Charonne (février 1962). Cinquante ans après, il m'apparaissait important de faire la lumière sur ces événements.

Quand je m'y suis attelée, je ne pensais pas du tout aux 50 ans, mais plus à ces événements. Puis quand on me l'a fait remarqué, cela m'a mis une pression supplémentaire !

2. Et pourquoi un documentaire ?

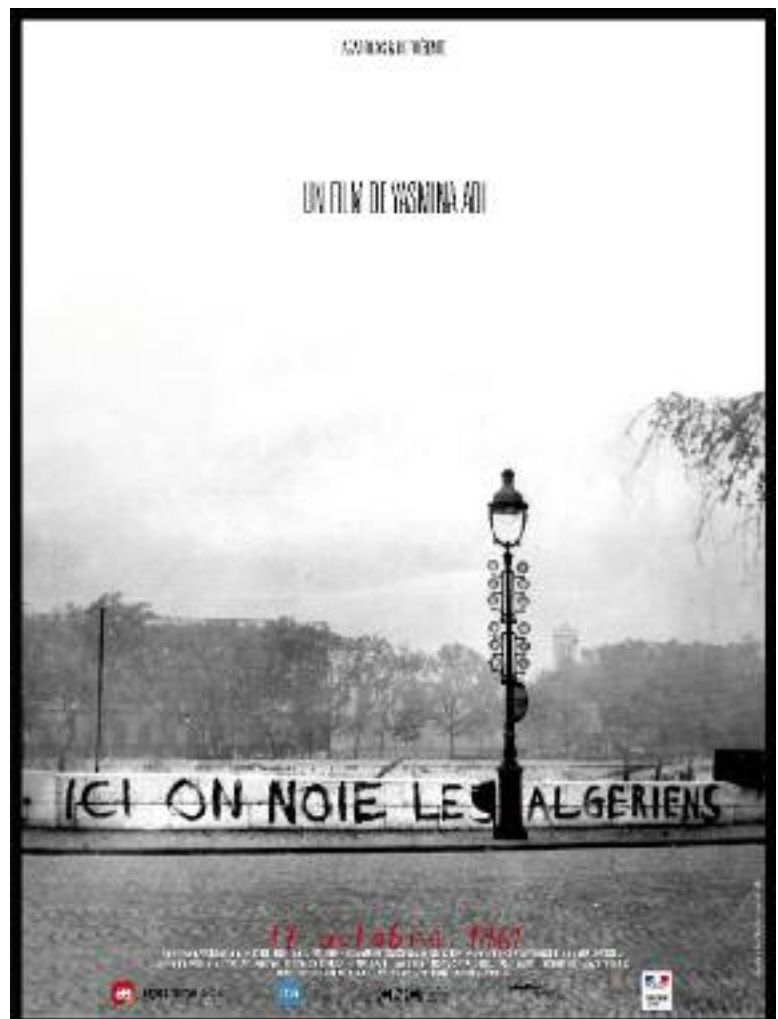
Parce que pour moi, un documentaire c'est la réalité. On y est confronté à des gens qui

ne sont pas des acteurs : ils existent par eux-mêmes, ils ont une histoire. Ce sont eux qui déterminent l'histoire que l'on raconte. Et c'est ce qui est passionnant, un documentaire évolue tout le temps en fonction des éléments que l'on réunit : il y a une constante réécriture. L'écriture dépend des entretiens obtenus. C'est super de voir les choses avancer ! Mais cela demande une extrême rigueur dans la prise des propos. C'est un exercice subtil qui demande de nombreuses rencontres, plusieurs pré-entretiens et une mise en confiance. Il faut prendre en compte ce qu'on nous livre, il faut faire passer l'émotion.

C'est pourquoi, plus qu'un documentaire historique classique porté par une voix off, j'ai voulu que le spectateur vive cette période quasiment en direct, l'amener à être "actif". Et à mesure que mon travail d'enquête progressait, la solution s'est imposée comme une évidence : j'allais plonger dans le bain médiatique de l'époque, à travers les coupures de presse et les archives radiophoniques, et confronter cette "version officielle" aux images inédites de cette répression, à la parole de témoins et aux échanges entre les policiers sur place et la salle de commandement de la préfecture.

En collaborant avec les associations, les maires, en passant des appels à témoins et par le bouche-à-oreille, nous avons réussi à retrouver des témoins de moments-clés liés à cette répression.

3. Pourquoi avoir choisi Saint-Martin-d'Hères pour une avant-première nationale ?



RENDEZ-VOUS

FACE AUX ENJEUX DE 2012, LE COLLECTIF PRÉPARE COLLECTIVEMENT UNE INTERPELLATION CITOYENNE DES PARTIS DE GAUCHE

Le Collectif pour un débat sur les enjeux de l'éducation et la formation vous invite à sa troisième initiative de débat public le **VENDREDI 25 NOVEMBRE 2011** de 20h à 23h à la Maison des associations, 6 rue Berthe-de-Boissieux à Grenoble.

Des représentants de Go-citoyenneté, d'EELV, du PCF, du PG et du PS ont fait connaître leur participation.

Ils seront soumis à une double série de questions : la première portera sur les mesures d'urgence pour mettre un coup d'arrêt aux destructions en cours en particulier dans l'Éducation nationale, et les moyens de leur financement, la seconde portera sur les projets de transformation du système éducatif et de formation dans la perspective d'une dynamique de démocratisation.

DÉROULEMENT :

- 20 h-20 h 30 : accueil des participants avec possibilité d'échanges par groupes sur le contenu des questions
- 20 h 30-21 h 30 : 1er temps de questions et réponses
- 21 h 30-23 h : 2e temps de questions et de réponses.

Une suite collective est prévue afin de confronter et d'approfondir, à partir de cette étape, nos analyses et propositions et contribuer à notre niveau à la construction d'un projet de gauche d'éducation et de formation qui se fixe l'ambition de la transformation de la société.



Gauche Unitaire Européenne
Gauche Verte Nordique
European United Left
Nordic Green Left
Groupe Parlementaire
Parliamentary Group
PARLEMENT EUROPÉEN
EUROPEAN PARLIAMENT

ASSEZ D'AUSTÉRITÉ !

COMMUNIQUÉ DE MARIE-CHRISTINE VERGIAT
DÉPUTÉE EUROPÉENNE GUE-NGL

Après le pacte « Euro plus », le paquet gouvernance. Le Parlement européen a voté fin septembre un ensemble de 6 textes appelé dans le jargon européen « six Pack ». Par le vote de ces textes, le Parlement européen a notamment accepté la mise sous tutelle des budgets des Etats. Les intentions sont claires comme le dit très bien le Président de la Commission : «*Nous pouvons désormais discuter des plans budgétaires des Etats membres avant qu'une décision nationale ne soit prise*». Alors que le vote et le contrôle du budget par les représentants du peuple sont la pierre angulaire de la démocratie, on leur dénie ce pouvoir et on les met sous la surveillance de la Commission. Ces textes donnent également aux institutions européennes le feu vert pour imposer de lourdes amendes aux Etats qui ne respecteraient pas les fameux 3 % de déficit public et de 60 % d'endettement et eux seuls. Les questions de la croissance, de l'emploi ou des services publics ne sont absolument pas pris en compte sans même parler des conséquences sociales dramatiques de ces sanctions qui seront, de surcroît,

appliquées de manière automatique. Plus les Etats iront mal et plus ils devront payer.

Et puisque ces textes sont majoritairement des règlements (5 règlements pour une directive), ils seront directement applicables en droit national et nos Parlements nationaux n'auront même pas leur mot à dire. Seule la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique s'est opposée à l'ensemble de ces textes qui, à peine votés, ceux-ci semblent déjà dépassés. On assiste à une fuite en avant vers toujours plus de fédéralisme et toujours moins de démocratie. Ils enfoncent l'Europe dans la récession par leurs décisions. L'exemple de ce qu'ils imposent à la Grèce montre chaque jour davantage les conséquences de leur entêtement à poursuivre sans cesse cette logique mortifère plutôt qu'à tirer les leçons de leurs insuffisances et même plutôt de leurs carences notamment au moment de la crise de 2008. Plus que jamais, nous devons dire qu'une autre Europe est possible, basée sur une autre répartition des richesses, une Europe de paix et de solidarité réelle.



LE TRAVAILLEUR ALPIN SOLIDAIRE DE CHARLIE HEBDO

Suite à l'attentat odieux dont a été victime le siège de la rédaction de Charlie Hebdo, le Travailleur Alpin a adressé un message de solidarité à toute la rédaction et le personnel du journal. Avec cet attentat, c'est non seulement la liberté de la presse qui est menacée mais la démocratie toute entière qui est attaquée. Le débat politique et médiatique ne peut pas se régler à coups de cocktail molotov et ceux qui voudraient nous le faire croire préfèrent se débarrasser des idées, en brûlant les journaux, plutôt que d'en débattre. De tels actes menacent la démocratie et la liberté de penser et doivent être combattus avec la plus grande détermination.

SMH SAMEDI 03 DÉCEMBRE



La Société des lectrices et lecteurs de l'Humanité de Saint-Martin-d'Hères organise comme chaque année sa vente de boudin au chaudron le samedi 3 décembre à partir de 9 h sur la place de la Liberté au Village.

LA CHRONIQUE SPORTS D'ÉMILE RASPAIL



ATHLETISME :

champion de France interclub jeunes : l'équipe masculine de moins de 23 ans de l'Entente Athlétique de Grenoble a décroché l'or.

AVIRON GRENOBLOIS :

meilleur club français en 2011.

CYCLISME :

le 99ème Tour de France , 30 juin au 22 juillet, 3479 km, ne passera pas dans notre département.

HOCKEY SUR GLACE :

10ème journée , 26 novembre : Villard de Lans – Grenoble

LE 15ème SUPER CROSS INTERNATIONAL :

au Palais des Sports à Grenoble 9 et 10 décembre

BOULES :

En 2012, le championnat du monde des jeunes aura lieu à Eybens avec 25 nations.

BOULES LYONNAISES :

la doublette de Vif (ex Pont de Claix) Fabrice Le Posta, Sébastien Grall sont champions du monde. La quadrette de la Côte St André , André Van Ben, est championne de France GRAND PRIX QUADRETTES D1/D2 à la Côte St André : la bande à Grand André (Curie Fontaine) a été vainqueur des vétérans.

FOOTBALL :

le FCG 38 en CFA2 continue à s'imposer, il est 1er de la Poule. Echirolles en CFA2, en Poule D continue à résister.

Saint-Martin-d'Hères

cosyparc
résidence

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS

LIVRAISON IMMÉDIATE

Loi SCPELLIER POSSIBLE

TVA 5,5% POSSIBLE

Douceur de Vivre

04 76 15 21 21 **TRIGNAT**
www.trignat.fr RESIDENCES

VOTRE 2 PIÈCES À PARTIR DE 156 000 €⁽¹⁾

Saint-Martin-d'Hères

- ▶ À quelques minutes du centre-ville de Grenoble et à deux pas du campus universitaire.
- ▶ Au cœur d'un nouveau quartier résidentiel, convivial et bien desservi.
- ▶ Un large choix d'appartements, **du studio au 4 pièces** avec balcons ou terrasses.

Espace de vente : Villa Rosa - Rue de la Biscuiterie, 38400 Saint-Martin-d'Hères. Ouvert de 10h à 12h et de 14h à 19h, sauf Dimanche, Lundi et Mardi matin.

Bernard-Teillaud.fr
0 800 710 400
Numéro vert

RÉSIDENCES **BERNARD TEILLAUD**

LE PCF SALUE LE PROCESSUS DÉMOCRATIQUE INÉDIT MAIS RESTE VIGILANT

Le PCF prend acte du résultat des élections pour l'Assemblée constituante en Tunisie, et en particulier du score particulièrement élevé obtenu par le mouvement islamiste Ennahda. Ce score a créé la surprise et suscite des interrogations pour l'avenir. Ce premier scrutin libre de l'histoire tunisienne s'est déroulé dans un contexte démocratique issu d'un mouvement populaire de grande ampleur et porteur d'exigences sociales très fortes pour un État de droit, pour la justice sociale, pour l'égalité, pour le respect du pluralisme idéologique. Le PCF salue ce processus démocratique inédit. C'est une nouvelle page de l'histoire de la Tunisie qui vient à peine de commencer. Les communistes français, qui ont soutenu cette révolution politique de bout en bout, restent vigilants et profondément solidaires du peuple de Tunisie et des progressistes de ce pays.

ÉLECTIONS EN TUNISIE : AU DELÀ DU SCORE ISLAMISTE

Les résultats des récentes élections tunisiennes et le score important du parti islamiste Ennahda ne doivent pas cacher l'importance et l'exemplarité du processus post-révolutionnaire que vit la Tunisie. En effet, ces élections libres, honnêtes et transparentes ont été mises en oeuvre par une instance ad hoc, totalement indépendante et autonome de l'administration, dans un climat passionné mais pacifique, et ont connu un taux de participation (plus de 80%) à faire pâlir de jalousie les démocraties plus « installées ». Elles aboutissent à une assemblée constituante qui reflète somme toute fidèlement la sociologie du pays : une majorité conservatrice au plan identitaire (tendance représentée par Ennahda), centriste à tendance socio-démocrate au plan politique (tendance représentée par Ettakatol) et légaliste, voire rigoriste, au plan du rapport

aux institutions (tendance représentée par les Congrès pour la République). Le score important des listes issues de l'ancien RCD n'est pas non plus pour surprendre étant donné les réseaux et les moyens matériels dont disposent les cadres du parti dissous. Qu'en est-il du rôle et de l'impact de la gauche ? Elle a malheureusement concouru en ordre dispersé, à l'exception notable de la coalition du Pôle Démocratique Moderniste (dont Ettajdid fait partie), mais elle s'est montrée unie dans sa défense acharnée des acquis modernistes de la Tunisie comme la liberté d'expression et la place des femmes dans la société. Positionnement à double tranchant : il a probablement obligé les islamistes à abandonner leurs thèmes les plus rétrogrades, mais il les a également gratifiés de nombreuses voix Tunisiennes qui ont tenu à affirmer par leur vote leur sensibilité

identitaire arabo-musulmane (et non islamique, étant donné le programme résolument moderniste présenté par Ennahda !). Les enjeux de la gauche et du Pôle Démocrate Moderniste sont aujourd'hui de deux ordres : au plan institutionnel, de veiller à la qualité du processus conduisant à la proclamation d'une nouvelle constitution en contribuant à maintenir et à développer les acquis modernistes et démocrates ; au plan politique de renforcer en vue des prochaines échéances électorales un camp progressiste unitaire qui prenne véritablement en charge la réponse aux besoins sociaux de la population tunisienne tels que les avaient exprimés les premiers slogans de la révolution : travail, liberté, dignité.

[NIZAR BARAKET,
TUNISIEN RÉSIDANT EN ISÈRE - PÔLE
DÉMOCRATIQUE MODERNISTE/ETTAJIDID]

CHRONIQUE N°17

TUNISIE : MES IMPRESSIONS AU RETOUR DE LA MISSION D'OBSERVATION ÉLECTORALE



J'ai participé avec 14 autres eurodéputés, de tous les groupes politiques à la mission d'observation des élections de l'Union européenne en Tunisie, première mission officielle de l'UE dans ce pays. L'impression la plus forte que nous avons partagée, c'est la joie et la fierté des Tunisiens de voter librement pour la première fois. Comme tous les observateurs, nous n'avons pas constaté de fraudes massives mais plutôt des incidents relativement mineurs ressemblants à ceux qui sont inhérents à toute élection et surtout dus à l'inexpérience des Tunisiens. La démocratie ne s'apprend pas en un jour.... Combien de Tunisien(ne)s ont réellement voté. Le chiffre de 90 % ne prend en compte que ceux (et celles) qui se sont inscrit(e)s sur les listes électorales Sans doute plus vraisemblablement 70 % des

électeurs. C'est plutôt bien pour une première expérience de démocratie. Cependant nombre de jeunes sont venus nous dire qu'on leur avait volé leur Révolution et ils étaient amers par rapport au processus électoral tunisien, ils ont été relativement moins nombreux à voter. Au delà de ces constats de forme globalement positifs, les résultats sont là, il vaut mieux essayer de les analyser et de les comprendre. D'après nombre de témoignages reçus, beaucoup de Tunisiens ne se sont pas retrouvés dans l'opposition entre modernistes et islamistes. Sans doute faut-il rappeler que la Tunisie est un pays arabo-musulman fier de son histoire et de sa culture. Nombre de partis dits modernistes et progressistes l'ont sans doute trop vite oublié et ont fait l'erreur d'abord de se diviser et ensuite de diaboliser Ennahda qui a, au contraire, surfé sur ce sentiment d'appartenance nationale dans un pays très marqué par le nationalisme

arabe L'histoire arabo-musulmane de la Tunisie est sans doute un concept que l'on peut discuter mais en brandissant la laïcité contre Ennahda, les progressistes ou ceux qui se revendiquaient comme tels ont braqué nombre de Tunisiens. Cette campagne, un peu hors sol, a aggravé la cassure sociale et la cassure économique et politique entre le Nord et le Sud, ou plus exactement le Sud Ouest. Cela ne veut pas dire qu'Ennahda n'a pas utilisé des moyens de pression qui, pour nous sont contestables et notamment les mosquées, mais il serait sain que certains se rappellent ce qui se passait dans nos églises il n'y a pas si longtemps et ce qui se passe encore dans un certain nombre de pays européens. Je ne supporte pas le poids de deux mesures vis à vis des religions qui ne traitent pas le christianisme et plus particulièrement le catholicisme comme la religion musulmane. Cela ne veut bien évidemment pas dire qu'il ne

faut pas être vigilants. Il faut comprendre les peurs réelles notamment d'une partie des femmes tunisiennes surtout parce que les provocations semblent se multiplier avec les agressions dont des femmes sont victimes en raison de leurs tenues vestimentaires. Mais nous devons d'abord respecter le choix du peuple tunisien et ne pas leur plaquer des clichés généraux sur monde dit arabo-musulman. Tout aussi complexe et diversifié que le monde dit occidental. Une nouvelle Constitution va être mise en place et de nouvelles élections nationales et locales devraient avoir lieu dans un an. Sachons profiter de ce délai pour réfléchir aux relations que nous voulons mettre en place avec nos amis du sud de la Méditerranée.

[MARIE-CHRISTINE VERGIAT
DÉPUTÉE EUROPÉENNE GUE/NGL]

LA SITUATION DE LA GRÈCE EST-ELLE DÉSESPÉRÉE ?

Conférence de la Société des Lecteurs et lectrices de l'Humanité, le 14 Octobre à Saint-Martin-d'Hères Avec Lily Kamarinos Docteur en Economie et Georges Kamarinos Directeur de Laboratoire émérite du CNRS.

L'excellent exposé présenté, s'il n'a pas apaisé nos inquiétudes quant à la crise a permis de démontrer les comportements machiavéliques, cyniques, des financiers et des politiciens libéraux, pouvant mener un état à la faillite. Il a précisé la genèse de cette crise se manifestant par la difficulté de l'état à financer son budget, à faire face à une dette publique importante. Est entreprise également une campagne de culpabilisation du peuple grec qui aurait vécu au-dessus de ses moyens. Lors de son entrée dans la zone euro la Grèce présentait les conditions requises. Quand Mr Papandréou. (socialiste) arrive au pouvoir en 2009, il dévoile la réalité : une dette de plusieurs milliards d'euros et un déficit, double de celui annoncé par la droite. Que faire ?

Emprunter ; mais le traité de Lisbonne interdit les prêts entre états. L'état a donc recours à des banques, à des établissements financiers prêtant à des taux usuraires d'autant plus importants que la dette est élevée !! Face à l'incapacité du gouvernement à enrayer ce surendettement, la Troïka (F.M.I / B.E.C / U.E.) décide un « plan d'aide » qui permet principalement de rembourser les intérêts aux investisseurs et contraint la Grèce à une politique d'austérité draconienne. Mais l'austérité, qui freine les investissements, la consommation interdit la reprise de la croissance et ne permet pas de sortir de la récession... la dette continue à grimper ! Un nouveau « plan d'aide » est proposé à la Grèce avec de nouvelles mesures antisociales aux conséquences dra-

matiques sur le niveau de vie des gens, soulevant une immense colère dans le pays. La Grèce est réduite à un état de souveraineté limitée ! Quel avenir pour la Grèce ? Sombre disent nos conférenciers, sombre également pour l'Europe car ce qui se passe en Grèce est une menace pour la démocratie et préfigure la situation à venir dans d'autres pays de la zone Euro. Le PCF, le Front de Gauche, le PGE proposent des objectifs, notamment : une nouvelle politique de crédit, un pôle public bancaire, l'annulation de la part illégitime de la dette et des plans FMI/UE dans les pays surendettés, la réforme de la BCE (prêts directs aux états, Fonds Européen de Développement social, écologique et solidaire...).

[MARIE CLAUDE ET CHARLES ROLLANDIN]

GRÈCE : ENTRE HUMILIATION ET CRISE POLITIQUE

Humilié par Merkel et Sarkozy, Papandréou a tué son référendum dans l'œuf et se voit attaqué de toute part en Grèce. Quoiqu'on pense de Papandréou et de sa politique, on ne peut que s'offusquer du traitement que Merkel et Sarkozy lui ont fait subir et c'est un véritable ultimatum que Papandréou s'est vu imposer. Outré par l'idée qu'on puisse consulter le peuple, le couple franco-allemand a exigé de changer la question à poser aux Grecs. De l'acceptation du plan européen, il a été demandé aux Grecs s'ils souhaitent rester dans la zone euros. Ce n'a donc plus rien à voir. La majorité en Grèce implose et les ténors européens pourraient très bien décider sans consulter les Grecs. Pierre Laurent au nom du PCF a vivement réagi à ce chantage : "Je m'élève avec la plus extrême vigueur contre l'ultimatum décrété par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel contre le peuple grec. Les dirigeants européens veulent interdire tout débat sur des solutions alternatives à celles qu'ils imposent depuis 3 ans et dont nous mesurons chaque jour l'inefficacité. Ce sont leurs choix politiques qui nous enfoncent dans la crise." Le PCF, apporte, son soutien au peuple grec. Avec le Front de gauche, le PCF appelle à une mobilisation des peuples européens pour dire haut et fort leur solidarité au peuple grec.

FAIRE CHUTER KADHAFI POUR ABOUTIR À LA CHARIA ?

Présentée comme une intervention pour protéger les populations civiles de la poli-

tique de terreur du régime, la guerre menée par l'OTAN et particulièrement par la France et Royaume Uni avec le soutien des ETATS-UNIS, aux côtés du CNT à aboutit à l'assassinat de Kadhafi qui est vécu à juste titre comme une libération pour les Lydiens. le régime de Kadhafi était tout sauf démocratique : violations persistantes droits humains ; arrestations arbitraires ; tortures ; morts en détention ; libertés d'expression, d'association, de réunions bafouées ; réfugiés et demandeurs d'asile maintenus en prison, etc. Le PCF a toujours dénoncé cette situation. Il reste quel a guerre s'est soldé par trente mille morts au moins, pour beaucoup des civils, et aujourd'hui la mise en place du nouveau régime fait de la charia le fondement de sa future constitution. L'avenir que prépare le CNT aux Libyens est plus qu'inquiétant. La réalité est que parmi les raisons de l'intervention, comme l'a admis le ministre Gérard Longuet est que la France joue un rôle de partenaire dans ce pays, elle serait récompensée par les nouveaux chefs de la Lybie obtenat 35% de la production du pétrole du Gaz. N'est ce pas la preuve que la guerre avait d'autres motifs que de chasser un dictateur pour installer la démocratie. C'est bien d'un nouvel ordre international dont nous avons besoin. Et c'est aussi cela qui est aujourd'hui en jeu : une autre façon de faire de la politique, un besoin de multilatéralisme, de responsabilité collective, d'État de droit, d'éthique en politique et dans les relations internationales. C'est aussi ce qui mobilise des millions de manifestants ou

d'Indignés dans le monde arabe, en Europe, aux États-Unis, partout dans le monde...

EN ISRAËL, LE PEUPLE DANS LA RUE CONTRE LA VIE CHÈRE

Dans la foulée des printemps arabes, du mouvement des indignés des centaines de milliers d'Israéliens descendent dans la rue contre la vie chère. Benyamin Netanyahu va devoir maintenant choisir entre la population et l'armée. En réalité, il a déjà choisi cette dernière. Mais le lien entre une politique d'occupation et de colonisation, qui coûte des milliards au pays, et les revendications sociales apparaît aux yeux de plus en plus d'Israéliens. C'est ce que craint Netanyahu.



APRÈS GILAD SHALIT, IL FAUT LIBÉRER SALAH HAMOURI

Le PCF se réjouit de cette libération et rappelle que les autorités israéliennes détiennent toujours de façon illégale et illégitime, un autre citoyen ayant une double nationalité, française et palestinienne: Salah Hamouri. N. Sarkozy doit montrer que pour les plus hautes autorités de la France, il n'y a pas de citoyens

plus français que d'autres, selon que vous soyez, en même temps, israélien ou bien palestinien... Salah Hamouri doit être libéré et doit bénéficier des mêmes conditions d'accueil que Gilad Shalit à son retour en France.

PALESTINE À L'UNESCO ATTITUDE INTOLÉRABLE DE TEL AVIV ET DE WASHINGTON

L'admission de l'Etat de Palestine à l'UNESCO, comme membre à part entière de cette organisation emblématique de la paix, de la coopération entre les peuples, des droits humains et de la culture est une victoire politique majeure pour les Palestiniens. Le PCF réitère sa solidarité avec l'OLP et l'ensemble de la direction palestinienne. Il demande instamment aux autorités françaises qui ont approuvé cette admission, de soutenir la même demande palestinienne dans le cadre de l'ONU afin que la Palestine puisse se voir reconnaître comme Etat membre à part entière par les Nations Unies. L'admission de la Palestine à l'UNESCO a été accueillie positivement dans le monde mais elle suscite l'agressivité et les volontés de représailles des dirigeants d'Israël, des Etats-Unis et de quelques autres pays. Tel Aviv et Washington se singularisent dans une démarche de confrontation en cherchant à punir les Palestiniens et à sanctionner l'UNESCO. La France doit prendre ses responsabilités et engager les initiatives utiles pour que les Etats-Unis et les Etats membres de l'UNESCO garantissent le budget de celle-ci.

CULTURE ET MARCHES

C'est qui « le marché » ou « les marchés » ? C'est la question que se posent tous ceux qui, dans leur vie quotidienne, dans leur travail et en dehors, sont victimes des violences physiques et morales exercées par les pouvoirs politique et économique à l'abri de cette sacro-sainte entité. La réponse est maintenant évidente, « les marchés » c'est une organisation criminelle composée de banquiers, de spéculateurs, d'hommes politique, d'« experts » en économie médiatisés et de journalistes godillots. Une organisation qui « marchandise » tout, la santé, l'éducation, la culture, les services publics comme l'énergie, les matières premières, les denrées alimentaires, l'eau... pour en faire des objets de spéculation financière. L'activité de cette organisation mondialisée ruine l'économie réelle et le lien social, dépossède les salariés de la maîtrise de leur travail, de leur culture et de leur histoire professionnelle, de leur humanité... Elle détruit des vies dans le seul but de faire fluctuer les indices boursiers afin de récolter les dividendes maximums. Entendons Roland Gori, fondateur de l'Appel des appels, qui nous dit : « Face à cette « religion du marché » qui ne cesse depuis 30 ans d'étendre son empire et qui, ces dernières années, a été sacralisée par le pouvoir de manière obscène et sauvage, il nous faut retrouver le goût de la vie, dont la « dignité de penser » qui passent nécessairement par la fonction, la place et le sens de la culture ». Parmi d'autres, Invisibles, le spectacle de Nasser Djemaï dont il est question dans ces pages, participe de cette démarche visant à redonner leur « dignité de penser » à ces vieux immigrés venus d'Algérie dans les années 50 pour relever la France ruinée d'après guerre. On y trouve l'illustration de la culture comme « matrice à partir de laquelle les événements de nos vies singulières et collectives font histoire, sont partagés, racontés et transmis » et comme outil d'émancipation sociale permettant de résister aux instruments d'aliénation et d'oppression des « marchés ».

[JEAN-CLAUDE LAMARCHE]

En ouverture du programme 2011-2012 du Grand Angle, Janine Goubet évoque l'histoire de cet enfant de sept ans qui, malgré ses supplications, n'avait jamais vu les étoiles parce qu'on l'envoyait au lit avant la tombée de la nuit. Avec elle, avec l'enfant, refusons l'obscurité à laquelle voudrait nous condamner ceux qui réduisent les moyens consacrés à la création artistique, défendons notre droit au rêve, notre désir d'étoiles et de lumières ! Quelques suggestions pour un décembre scintillant.

[Régine Hausermann]

AU GRAND ANGLE DE VOIRON

Une première quinzaine éclectique, à dominante musicale.

L'OPÉRA DE PÉKIN - 1ER DÉC. 20H30

Cet art traditionnel mêle chant, musique, danse, théâtre, acrobaties, arts martiaux et s'inspire de la mythologie et du folklore chinois. Un spectacle haut en couleurs, féérique !

VÉRONIC DICAIRE - 2 DÉC. 20H30

Les qualités vocales de la talentueuse Québécoise lui permettent de passer, à un rythme effréné, de la voix de Vanessa Paradis à celle d'Amy Winehouse, d'Edith Piaf, de Céline Dion ou de Madonna... Une performance.

STÉPHANE GUILLON

LIBERTÉ SURVEILLÉE - 6 DÉC. 20H30

Viré de France Inter mais toujours frondeur, l'humoriste aborde des sujets sensibles – la mort, la séparation, le futur – et se dévoile en partie dans une langue remarquable et implacable. Il met le doigt où ça fait mal.

LE BOLÉRO DE RAVEL - BALLET DES SAISONS RUSSES DE MOSCOU

7 DÉC. 20H30

Une lecture originale du célèbre Boléro, dans deux pièces qui mêlent les voix kabyles à la musique française pour des danseurs russes : « Boléro pour Tahar » et « Les Hommes libres ».

BERNARD LAVILLIERS - 9 DÉC. 20H30

Reprise des tubes d'antan et chansons nouvelles, tirées de son dernier album « Causes perdues et musiques tropicales » où il évoque ses origines modestes, la vie à l'usine, des portraits d'anonymes détruits.

CENDRILLON - BALLET RECYCLABLE

13 DÉC. 20H

Depuis plus de dix ans, la drôlerie des Chicos Mambo a conquis le public. Les personnages du conte de Perrault et les accessoires seront faits de vieux papiers, de bouteilles en plastique et d'emballages variés... Surprise garantie.

LES SEMIANYKI - 16 ET 17 DÉC. 20H

La troupe du Teatr Licedei de St Pétersbourg revient. Gageons que depuis 2006,

ils n'ont rien perdu de leur allant, de leur mordant, de leur férocité, ces clowns qui composent une famille déjantée, affreuse et drôle.

AU THÉÂTRE JEAN-VILAR DE BOURGOIN-JALLIEU

Pendant les travaux, la saison se déroule Hors les murs.

WILKO JOHNSON

2 DÉC. 21H - LES ABATTOIRS

De son vrai nom John Wilkinson, le guitariste-chanteur-compositeur est cofondateur du groupe « Dr Feelgood » fondé en 1973 dans les faubourgs de Londres et considéré comme les racines ouvrières du punk anglais.

MOLIÈRE DANS TOUS SES ÉTATS

11 DÉC. 17H / 12 DÉC. 20H30

HÔTEL DE VILLE

Les Goulus, une dizaine d'acteurs en costume d'aujourd'hui et deux saxophonistes investissent les fenêtres, les parvis, la rue avec 40 scènes de Molière, adaptées, triturées, décalées et terriblement actuelles. Au secours, Molière revient et certains vont en entendre parler !

LE CENTAURE ET L'ANIMAL

22 DÉC. 19H - BONLIEU/ANNECY

Bartabas, ses chevaux -Horizonte, Soutine, Pollock, Le Tintoret- et le maître du butô, Ko Murobushi, présentent un spectacle tout en intériorité où le noir engendre des images inoubliables. Bartabas, centaure noir, chemine parallèlement au danseur au corps argenté, mué en scarabée, araignée ou crapaud. Puis les deux se rencontrent tandis que les chevaux évoluent. Evènement !

A LA RAMPE D'ECHIROLLES

WORK IN REGRESS (?)

1ER DÉC. 20H

Nicolas Hubert, chorégraphe, met en scène deux danseurs, deux musiciens et un technicien (ancien danseur) qui décrivent leur parcours (par la parole, le geste, le son, la lumière): lignes accidentées, discontinues, rencontres formatrices, temps morts, doutes, ratés fausses notes, stagnations, régressions. A découvrir.

VOYAGEURS IMMOBILES

PHILIPPE GENTIL - 8 DÉC. 20H

Grand voyageur, amoureux du désert, magicien du spectacle, explorateur des blessures de l'enfance, Philippe Gentil crée « Voyageur immobile » en 1995. Voyage, au singulier, d'un personnage traversant ses paysages intérieurs. Dans « Voyages immobiles », au pluriel, créé en 2010, l'odyssée solitaire devient odyssée collective, celle d'une humanité traversant l'espace et le temps avec ses obsessions, ses luttes, ses conflits, ses hontes, ses icônes, ses terreurs, ses rêves... Danse, théâtre, images pour une chevauchée onirique et poétique.

A LA MC2

En décembre, vous avez le choix entre « Les Invisibles » de Nasser Djemaï, François Verret et ses « Courts-Circuits » les 1er et 2, Bertrand Chamayou au piano pour « Les années de pèlerinage » de Liszt le 2, Emmanuel Krivine et sa Chambre philharmonique que nous retrouverons avec un plaisir toujours recommencé le 7, Catherine Ringer le 9, Eric Legnini et l'Afro jazz Beat le 15 et ...

LE SUICIDÉ - COMÉDIE RUSSE

DU 6 AU 9 DÉC.

Patrick Pineau met en scène Le Suicidé de Nicolaï Erdman (1902-1970), fable politique, grotesque et métaphysique tout ensemble, écrite en 1928, et interdite par le régime soviétique jusqu'en 1982.

Patrick Pineau, interprète le chômeur dépressif et suicidaire qui donne son nom à la farce.

Sémione vit avec sa femme (Sylvie Orcier) et sa belle-mère (la grande Anne Alvaro) dans un appartement communautaire. Une nuit, il réveille sa femme parce qu'il a envie de saucisson. Le ton monte et Sémione décide de disparaître. Sa femme a-folée appelle à l'aide. Sémione est retrouvé et chacun de lui expliquer – pope, responsable du parti, intellectuels méprisés par le régime, femme trompée – les bonnes raisons de se suicider : celles qui serviraient leurs propres intérêts car « Ce qu'un vivant peut penser, seul un mort peut le dire ».

Mais les tentatives de récupération tourment court car Sémione a de moins en moins envie de mourir.

De ce carrousel kafkaïen, porté par les 18 comédiens, émergent l'inhumaine condition des chômeurs, la prétention des hommes de pouvoir qui prétendent faire le bonheur du peuple et le droit au respect de tous les Sémione d'aujourd'hui et d'hier. Création Festival d'Avignon 2011



DÉCOUVERTE

RENCONTRE AVEC NASSER DJEMAÏ

Auteur et metteur en scène d'« Invisibles » à voir à MC2, 22 nov/3 déc.



Nasser Djemaï est né à Grenoble en 1971. Après des études techniques, il entreprend une formation d'acteur à la Comédie de Saint-Etienne, la poursuit à Londres et à Paris, travaille avec Joël Jouanneau, Philippe Adrien, Alain Françon... En 2003, il passe à l'écriture dramatique et crée « Une Etoile pour Noël » et « Les Vipères se parfument au jasmin ». Aujourd'hui sa troisième pièce est en répétition à la MC2.

TA : Quel a été le déclic pour ce texte ?

ND : Je voulais parler de ces hommes depuis longtemps. Ces travailleurs de la première vague d'immigration, arrivés en

France après guerre, pour reconstruire le pays dans les années 50. Ces hommes qui ont dû baisser la tête pour survivre, intériorisant la honte, l'humiliation et la haine. Ces hommes aux cheveux blancs maintenant, ces chibanis, qui ont vécu l'arrachement à la terre natale, qui ont vieilli seuls, loin de leur famille, ne voyant leur femme et leurs enfants qu'en juillet-août, et encore pas chaque année, qui ont divorcé souvent et vivent encore aujourd'hui dans les foyers Sonacotra. Mais je ne trouvais pas la clé d'entrée, je ne voulais pas quelque chose de cérébral. Et puis se posait le problème de la langue : l'arabe ? le français ? Et puis j'ai eu l'idée de les faire voir par Martin, un Français... et le projet s'est concrétisé.

TA : Comment avez-vous travaillé ?

ND : J'ai mis deux ans à recueillir des témoignages dans des cafés sociaux, celui de Teisseire où va mon père par exemple, des foyers, près des mosquées. Je voulais me rapprocher de ces hommes qui ne parlent pas ou très peu. Des copains s'en sont étonnés : « Tu

veux faire parler nos pères... Bonne chance ! » Et j'ai trouvé des petites graines de vérité qui font tellement de bien aux oreilles. Puis j'ai repéré les thèmes récurrents, j'ai tracé des personnages, j'ai travaillé sur une trame et j'ai commencé à écrire.

TA : Comment avez-vous choisi vos acteurs ?

ND : Je voulais des acteurs professionnels —ils sont cinq— âgés et d'origine maghrébine, qui connaissent bien le sujet et m'ai-dent à ajuster les situations, à nourrir l'histoire. Les improvisations ont permis de dé-coincer certains passages et le texte évolue encore pendant les répétitions. Ce qui importe, c'est de faire vivre ces chibanis, avec leur quotidien, leurs manies, leurs phobies mais aussi leurs fantômes.

TA : Quelle est la tonalité de votre spectacle ?

ND : Ces hommes ne pleurent pas sur leur sort, ils ont leur franc-parler et un côté sans pitié ! La tonalité est grave, bien sûr, mais on rit aussi car les chibanis ont le sens de l'autocritique et de l'humour. Ils parlent de leur parcours sans haine et avec dignité.

Comme Michel Orier, directeur de la MC2 qui coproduit le spectacle, nous nous félicitons que les voix de ces Invisibles soient vues et entendues sur scène, où ce type de sujet est trop rare, grâce à Nasser Djemaï, ce jeune homme de 40 ans, modeste et déterminé, qui « rêve d'être le petit garçon assis sur les genoux d'un chibani qui lui raconte des histoires ».

[PROPOS RECUEILLIS PAR RH ET JCL]

Invisibles à MC2 du 22 novembre au 3 décembre



CINÉMA

Beaucoup de tentations dans les salles, cet automne !

Saluons Ismaël Ferroukhi qui, avec « **Les Hommes libres** », éclaire un pan ignoré de l'histoire de France : le rôle de la Mosquée de Paris dans l'aide aux Juifs pendant la deuxième guerre mondiale. L'histoire s'articule autour de Younes, jeune émigré algérien qui se livre au marché noir, est arrêté, et relâché, à la condition d'espionner les activités du Recteur de la Mosquée suspecté de délivrer des faux papiers aux Juifs et aux résistants. Mais le jeune opportuniste, sans éducation politique, se transforme en combattant de la liberté contre la barbarie. Un film politique, émouvant, porté par Tahar Rahim (décou-

vert dans Le Prophète) et le grand Michael Lonsdale. J'y suis allée avec trois ados de 13-15 ans, ils ont beaucoup aimé.

« **Au Revoir** », tourné clandestinement par l'iranien Mohammad Rassoulof, met en scène une jeune femme qui se sent étrangère dans son pays et veut le fuir. Un film noir et terrible. Moment de grâce avec « **The artist** », ce film qui a valu le prix d'interprétation à Jean Dujardin, impeccable en acteur du muet dépassé par l'arrivée du parlant et sauvé par une « petite » actrice, la très belle et bouillonnante Bérénice Béjo.tention. [RH]

GRUPE DES ELUS COMMUNISTES AU CONSEIL MUNICIPAL DE GRENOBLE, LE 26 SEPTEMBRE 2011

INTERVENTION DE MARIE-FRANCE MONERY



Un bilan globalement positif cette année encore. Si nous disons globalement, c'est bien parce qu'en matière de culture, rien n'est acquis, nous pouvons et nous devons toujours encore mieux faire. Un tel bilan ne peut pas faire regretter à notre majorité d'avoir toujours soutenu cette maison et ce résultat appelle à poursuivre ce soutien contrairement à d'autres collectivités, telles que le Conseil Général qui baisse, cette année encore, sa subvention de près de 9%. Il s'agit là d'une anticipation sur l'application de la mauvaise réforme des collectivités territoriales et une telle attitude peut surprendre car aujourd'hui la place n'est pas à la résignation et à l'acceptation mais à la résistance et à la rupture pour la construction d'une autre alternative que l'on peut espérer avec les prochaines échéances. Ce manque à gagner de la MC2, renforcé par le désengagement plus général de l'Etat aux acteurs culturels, va avoir forcément des répercussions sur l'ensemble des compagnies et actions de l'agglomération. Cette année on peut encore être satisfait des chiffres de ce bilan, tant dans le bilan financier que pour les évolutions des spectacles, spectateurs... Nous voulons saluer particulièrement la richesse et la diversité de la programmation. Comme on le mentionnait l'année dernière il nous semble que cette maison, sans en faire, je rassure Monsieur Orier, une auberge espagnole, se doit de soutenir et d'accueillir bien plus qu'actuellement les acteurs et compagnies indépendants qui rayonnent dans notre agglomération et être un réel lieu ressources utile à tous. Nous devons aussi aller encore plus loin sur la diversification et la démocratisation des publics par exemple en se rapprochant davantage des CE et des associations. Si nous avons, sur Grenoble, un espace culturel d'une telle qualité, c'est parce que l'histoire grenobloise est liée à un bouillonnement culturel ; son devenir et son développement dépendent de l'implication de tous les acteurs locaux. Nous savons que la droite se contente d'un projet qui se construit sur les ruines du service public, selon l'ordre de l'argent roi et de la marchandisation, l'ordre du divertissement / abrutissement. Nous, au contraire, nous tenons à rappeler que l'art et la culture contribue à renouveler notre regard sur les choses et sur le monde en nous incitant à accepter d'être dérangés, en nous aidant à accueillir les différences, la diversité, l'étonnement. En cela il contribue à lutter contre les postures conservatrices de repli et de crainte de l'autre, ce sont des enjeux de politique majeurs pour ceux qui, comme nous, portent l'ambition d'une transformation progressiste de notre société.

Animations de fin d'année 2011

à Saint-Martin-d'Hères



• **Marché de Noël**
samedi 3 et dimanche 4 décembre

• **Descentes du Père Noël**
du 6 au 15 décembre

• **Noël chez mon commerçant**
du 5 au 31 décembre



GEG, producteur d'énergies durables



12 centrales hydroélectriques
en Isère, en Savoie et dans le Doubs



1 cogénération et
10 mini-cogénérations à Grenoble



1 parc de **8** éoliennes
à Rivesaltes



C'est votre énergie !



5 centrales photovoltaïques
à Grenoble

www.geg.fr